



Déclaration au ministre des Finances et des Comptes publics

Remarque introductive : vous ne nous ferez pas croire que votre visite n'a été organisée que mardi dernier... Prévenir un peu plus tôt eût été un signe de respect et de courtoisie que tout le monde ici aurait apprécié...même si certains ne vous le diront sans doute pas ! Bref, vous n'êtes pas le seul à avoir un agenda de ministre...

Dans ces conditions, il est difficile d'organiser une véritable concertation avec les collègues, d'autant qu'il nous est interdit de diffuser des mails à tous les agents. Dommage car ils ont plein de choses à vous dire, mais peut être n'êtes vous pas vraiment intéressé...

Malgré ces difficultés, vous pensez bien que les informations remontent. Nous avons choisi de vous lister les sujets qui fâchent, d'abord d'un point de vue général pour finir par les dysfonctionnements locaux.

En effet, la pression des indicateurs est insupportable. Pourtant, la Direction Générale avait promis que cela n'arriverait plus. Les promesses n'engagent que ceux qui les écoutent, c'est visiblement une ligne de conduite de la DGFIP. Les agents ne font donc plus un travail qualitatif mais quantitatif qui n'a plus aucun sens.

La prime d'intéressement va nous être versée avec deux mois de retard par rapport à l'année dernière. On sent bien la motivation du gouvernement : vous préférez donner aux entreprises ; là où il faut aller vite. Dans les Services Impôts des Entreprises, les collègues n'entendent parler que du CICE qu'il faut absolument rembourser sans retard, des fois que dans un moment d'égarement, les entreprises se mettraient à embaucher...

Et puis il y a la baisse des budgets de fonctionnement. Il faut pleurer pour avoir des stylos ou des ramettes de papier, chercher les quelques imprimantes qui restent sur chaque site et espérer qu'il y ait encore de l'encre dedans.

Enfin il y a les suppressions d'emplois. C'est pourtant simple : de plus en plus de travail ne peut être fait par de moins en moins de personnes et ça n'est pas la peine d'évoquer les gains de l'informatique : le dernier épisode de la série intitulée « la numérisation des 2042 » était complètement loupé et a ponctué les deux années précédentes d'ordres et de contres-ordres qui n'ont fait qu'alourdir le travail des agents. Les suppressions d'emplois, c'est une surcharge de travail pour les collègues en poste, pendant que le nombre de chômeurs augmente chaque mois. Il y a de beaux outils pour scruter les conditions de travail (DUERP, TBVS...) mais aucun pour mettre en place de véritables solutions notamment celles concernant les risques psychosociaux qui ont été recensés dans chaque service. Le mal être des agents est réel, votre responsabilité l'est tout autant. La solution trouvée ? La fermeture des accueils une demi-journée par semaine parce que les collègues n'en peuvent plus ! Et tout ça sur fond de gel de point d'indice ! De plus, la nécessité de service est évoquée pour empêcher des collègues militants d'exercer leurs droit syndicaux. Autres mépris du service public : les trésoreries de proximité qui vont fermer mettant ainsi à mal le maillage territorial. Ce sujet est à l'ordre du jour du comité technique local qui aura lieu cet après midi mais aucun document de travail n'a été transmis aux organisations syndicales.

On se demande également ce que vont devenir les collègues des paieries départementales avec la réforme territoriale. Allez vous laisser les services se vider sans remplacer les collègues partants ou bien avez-vous prévu autre chose ? (on se souvient des collègues de la redevance audiovisuelle)

Vous allez sûrement nous parler de la crise et de la nécessité de réduire les dépenses publiques. Si vraiment il est nécessaire de baisser la dette de l'Etat, pourquoi distribue t-il de plus en plus d'aides aux entreprises (avantages fiscaux, CICE, CIR, exonérations de cotisations) ? Tous ces cadeaux sont octroyés sans aucune contre-partie concrète, sans aucune obligation d'embauche en CDI et à un niveau de salaire décent. Le gouvernement dont vous faites partie accentue cette politique, au lieu d'obliger les entreprises à créer les emplois dont le monde du travail a tant besoin.